Réunion du Réseau de prévention des crises alimentaires au Sahel et en Afrique de l'Ouest
les 8-9 avril 2013, Centre de Conférences de l'OCDE, Paris

Allocution de M. Mahalmoudou Hamadoun, Coordonnateur du PRA/SA-LCD-POP DEV représentant le Professeur Alhousseini BRETAUDEAU, Secrétaire exécutif du CILSS

Monsieur le Président du CSAO,
Mesdames, Messieurs les Représentants des Corps diplomatiques des pays du Sahel accrédités à Paris,
Monsieur le Commissaire de la CEDEAO,
Monsieur le Commissaire de l'UEMOA,
Monsieur le Représentant des PTF,
Mesdames, Messieurs,
Chers Invités,

C'est pour moi un plaisir de vous souhaiter la bienvenue parmi nous à l'occasion de cette réunion du Réseau de prévention des crises alimentaires axée sur la situation agricole, alimentaire et nutritionnelle au Sahel et en Afrique de l'Ouest.

Aussi, j'exprime toute notre gratitude au CSAO pour l'accueil chaleureux et les facilités accordées depuis notre arrivée à Paris.

Mesdames, Messieurs,

En organisant cette réunion, nous démontrons l'importance accordée au suivi de la situation alimentaire et nutritionnelle en vue d'informer à temps, les hautes autorités de nos pays et leurs partenaires au développement, au sortir de la campagne agricole 2012/2013 et à l'entrée de la période de soudure 2013 afin qu'ils puissent prendre des décisions pertinentes pour juguler une éventuelle crise alimentaire au Sahel et en Afrique de l'Ouest.

Cette réunion est également mise à profit pour discuter sur le processus de démarrage du projet AGIR « Alliance globale sur les initiatives de résilience dans les pays sahéliens et ouest-africains ».

Mesdames, Messieurs,

La réunion restreinte du Réseau de prévention des crises alimentaires intervient dans un contexte marqué par une production excédentaire dans la région Sahel et Afrique de l'Ouest. À cela s'ajoute présentement l'insécurité dans la bande sahélienne du Mali et au nord du Nigeria.

Au niveau des pays de l'espace CEDEAO, UEMOA et CILSS, la production céréalière brute de la campagne agricole 2012/2013 est estimée à 54,6 millions de tonnes.

Cette production céréalière est en hausse respectivement de 10 % par rapport à 2011/2012 et de 15 % par rapport à la moyenne des cinq dernières années.

Tous les pays ont connu un accroissement de la production par rapport à la moyenne des cinq dernières années à l'exception du Nigeria (-8 %) et de la Gambie (-17 %).

Au Sahel, cette production céréalière est de 22,5 millions de tonnes. Elle est en hausse de 37 % par rapport à la dernière campagne agricole et de 34 % par rapport à la moyenne des cinq dernières années. Le Tchad et la Mauritanie enregistrent une forte hausse de productions céréalières (plus de 50 %) par rapport à l'année dernière.

Depuis la fin des récoltes, les niveaux d'approvisionnement des marchés se sont améliorés. L'offre céréalière a engendré des baisses de prix significatives de septembre-octobre 2012 à janvier 2013.

Cependant, les troubles sociaux et politiques au Mali et au Nigeria risquent d'engendrer de fortes pressions sur le marché régional et pousser davantage les prix à la hausse.

Mesdames, Messieurs,

Cette situation d'excédent céréalier au Sahel dans un contexte de prix des denrées alimentaires toujours élevés, nécessite d'engager des propositions concrètes pour soutenir les populations les plus vulnérables.

Sur ce point, il nous faut davantage harmoniser nos outils et trouver un consensus sur le nombre de population à soutenir.

Cela nous interpelle tous à travers l'acceptation des produits du Cadre harmonisé d'identification et d'analyse des zones à risque et populations vulnérables.

Certes, des exercices ont été conduits cette année entre février et mars 2013 au Burkina Faso, au Niger, au Mali, en Mauritanie, au Sénégal et au Tchad mais leurs résultats restent mitigés.

Cette situation de fait mérite une réflexion plus poussée sur la validité de cet outil comme mécanisme d'analyse de la vulnérabilité à l'insécurité alimentaire, nutritionnelle et économique des ménages.

Mesdames, Messieurs,

La recherche de solutions à ce défi a permis de relancer le débat sur l'urgence et la nécessité de trouver des réponses techniques endogènes en vue de permettre à notre agriculture d'assurer la sécurité alimentaire de nos populations.

L'accès durable des populations à une alimentation suffisante et de qualité apparaît ainsi de plus en plus comme le problème majeur à résoudre prioritairement dans la sous-région.

Aujourd'hui, malgré les effets des changements climatiques, notre sous-région dispose encore de suffisamment de potentialités en ressources naturelles pour assurer l'alimentation pour tous.

Cependant, nous devons garder à l'esprit que le développement de notre agriculture passe nécessairement par une augmentation substantielle des investissements, l'adoption de politiques agricoles viables et une meilleure organisation du monde rural.

Il nous faut également prendre des mesures susceptibles de renforcer la résilience des populations vulnérables.

Mesdames, Messieurs,

Dans cette perspective, nous saluons l'initiative AGIR qui, au sortir de cette présente réunion, verra sa feuille de route adoptée et ses instances de pilotage et de coordination mises en place.

Mesdames, Messieurs,

C'est l'occasion de présenter notre gratitude à nos partenaires, je veux citer l'USAID, l'Union européenne et la Coopération française pour leur appui constant au fonctionnement du dispositif régional de prévention et de gestion des crises alimentaires.

Que la CEDEAO et l'UEMOA en soient également fortement remerciés pour leur rôle de leadership dans le processus AGIR et dans le renforcement de nos outils et instruments de gestion de la sécurité alimentaire notamment le RPCA, le PREGEC, le RESOGEST, le Cadre harmonisé, etc.

Je souhaite un plein succès aux travaux et vous remercie de votre aimable attention.